

Introduction

Quelques mots sur ce rapport

Cette année est une année extrêmement importante pour l'Afrique. En 2005, le monde fera le point sur les progrès accomplis suite à l'engagement remarquable qu'il a pris en 2000. Les objectifs du Millénaire pour le développement visent à réduire la pauvreté dans le monde de moitié d'ici à 2015. Mais nous sommes déjà au tiers du parcours et le monde riche a pris du retard sur les promesses faites aux pauvres, ce qui n'est nulle part plus manifeste qu'en Afrique, où le monde a pris le plus de retard sur ces promesses solennelles. Si nous voulons changer les choses, nous devons agir maintenant.

Mais il serait faux de dire que tout va mal. Car 2005 est également l'année où le monde extérieur prend conscience que les choses changent sur le continent : les gouvernements africains montrent qu'ils ont une nouvelle vision de l'avenir, sur le plan individuel comme au niveau collectif par le biais de l'Union africaine et de son programme Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). L'Afrique, enfin, semble prête à accomplir de grandes choses.

Il y a un an, le Premier ministre britannique Tony Blair a rassemblé 17 personnes et créé une Commission pour l'Afrique. Nous y avons été invités à titre personnel et non pas pour y représenter des gouvernements ou des institutions. La majorité d'entre nous vient d'Afrique, mais d'horizons différents : certains d'entre nous sont des dirigeants politiques, d'autres des fonctionnaires et d'autres encore travaillent dans le secteur privé. La mission qui nous a été confiée est la suivante : définir les difficultés auxquelles l'Afrique se trouve confrontée et présenter des recommandations claires sur la manière de soutenir les changements nécessaires pour faire reculer la pauvreté.

Notre point de départ était la reconnaissance du fait que l'Afrique doit tirer son propre développement. Les pays riches devraient l'y aider, car il est dans notre intérêt commun de rendre le monde plus prospère et plus sûr – bien que la communauté internationale soit appelée à contribuer à la réalisation de ces objectifs de différentes manières. Mais ce qui est clair, c'est que si l'Afrique ne crée pas les conditions requises pour le développement, le soutien extérieur, aussi important soit-il, échouera.

Nos recommandations sont le résultat de deux choses. Nous avons soigneusement étudié toutes les données disponibles afin de savoir ce qui marche et ce qui ne marche pas. Nous avons également procédé à une consultation très large, à l'intérieur de l'Afrique et à l'extérieur, avec les gouvernements, la société civile, des intellectuels et des membres du secteur public et du secteur privé.

Nous avons rencontré des personnes et des groupes de chaque région et de 49 pays d'Afrique, et de chaque pays du G8, de la Chine, de l'Inde et de toute l'Europe. Nous avons reçu près de 500 soumissions formelles et nous nous sommes particulièrement efforcés d'établir le contact avec la diaspora africaine. Nous sommes infiniment reconnaissants envers toutes ces personnes et tous ces groupes pour la contribution qu'ils ont apportée.

Notre rapport se présente en deux parties. La première, « **Les raisons** », s'adresse à un large public et présente de manière succincte les mesures que nous préconisons. La deuxième, « **L'analyse et les faits** », présente la substance et la base de nos recommandations afin que ces dernières puissent être examinées de près. Nos recommandations se trouvent entre ces deux parties.

Notre rapport est destiné à plusieurs publics. Nous nous adressons aux décideurs d'Afrique qui doivent maintenant faire avancer le programme de changement qu'ils ont annoncé. Nous nous adressons aux pays riches et puissants du monde, dont les dirigeants se réuniront dans le cadre du G8 en juillet 2005 à Gleneagles, en Écosse, où ils devront insister vigoureusement sur des mesures d'un ordre différent. Nous nous adressons à la communauté internationale, qui doit s'engager à prendre des mesures plus importantes et plus rapides en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement pour le développement aux Nations unies en septembre – et qui doit aussi agir vigoureusement aux négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce, à Hong Kong en décembre.

Enfin, nous nous adressons aux peuples d'Afrique et au monde entier. Car ce sont eux qui doivent exiger que des mesures soient prises. Seule leur insistance déterminera si leurs dirigeants politiques prendront des mesures vigoureuses et soutenues.

Les mesures que nous proposons constituent un ensemble cohérent pour l'Afrique. Il faut les appliquer ensemble. 2005 est l'année où nous devons prendre les décisions qui montreront que nous voulons vraiment que l'Afrique devienne puissante et prospère.

Tony Blair (président)

Fola Adeola	Ji Peiding
K Y Amoako	William Kalema
Nancy Kassebaum Baker	Trevor Manuel
Hilary Benn	Benjamin Mkapa
Gordon Brown	Linah Mohohlo
Michel Camdessus	Tidjane Thiam
Bob Geldof	Anna Tibaijuka
Ralph Goodale	Meles Zenawi